Le Douget Annick, *Violence au village. La société rurale finistérienne face à la justice (1815-1914)*

Jean Le Bihan

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3003>

DOI : 10.4000/abpo.3003

ISBN : 978-2-7535-4130-6

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2015

Pagination : 206-209

ISBN : 978-2-7535-4128-3

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean Le Bihan, « Le Douget Annick, *Violence au village. La société rurale finistérienne face à la justice (1815-1914)* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 122-1 | 2015, mis en ligne le 15 avril 2015, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3003> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.3003>

Cet ouvrage est issu d'une thèse de doctorat spécialité « Celtique » soutenue à l'université de Bretagne occidentale en 2012. Son auteur, greffière de profession, s'était déjà fait connaître par plusieurs publications sur l'histoire de la criminalité et de la justice en Basse-Bretagne, mais elle signe là assurément son travail le plus important. Celui-ci tombe à point nommé car si l'histoire de la violence en milieu rural au XIX^e siècle avait fait l'objet de plusieurs enquêtes approfondies (on pense, entre autres, aux thèses d'Élisabeth Claverie sur le Gévaudan, de Frédéric Chauvaud sur la région de Rambouillet, de François Ploux sur le Quercy), la Bretagne, elle, était restée à l'écart de ces investigations, du moins la question de la violence en milieu rural y avait-elle été essentiellement saisie à travers le prisme du crime familial (on songe aux thèses d'Annick Tillier et de Laurence Tauzin), auquel, bien sûr, elle ne se réduit pas. Ce constat fonde en quelque sorte le projet de l'auteur : traquer les spécificités que posséderait la société rurale finistérienne en matière de violence, et, corrélativement, tenter de mettre au jour ce que son rapport à la justice aurait de particulier. À cette fin, Annick Le Douget a mobilisé de nombreuses sources, au sein desquelles priment évidemment les sources judiciaires, conservées aussi bien aux Archives nationales qu'aux Archives départementales du Finistère : comptes rendus de procès criminels, rapports sur le fonctionnement de la justice finistérienne, pièces produites par les juridictions locales, sans oublier la mine statistique que représente le *Compte général de l'administration de la justice criminelle*, publié chaque année à partir de 1825. La démonstration est organisée en trois parties centrées respectivement sur la famille, la communauté rurale et l'institution judiciaire, dont le rapport à la violence, l'objet central de la réflexion, est successivement interrogé.

La première, intitulée « Les violences entre soi », se décompose en trois chapitres qui examinent typologiquement les violences infligées aux ascendants et collatéraux, les violences conjugales, enfin les violences commises à l'encontre des enfants. Jouent ici de nombreux mécanismes qui ne sont évidemment pas propres aux Finistériens, comme le fait que les conflits et la violence qui en résulte sont souvent en rapport avec le patrimoine, à gérer ou partager, ou que les ménages élargis, parce qu'ils limitent la durée des huis clos entre conjoints d'une part, entre parents et enfants de l'autre, préviennent les violences intra-familiales. Quelques traits plus spécifiques à la société finistérienne émergent cependant de l'analyse. Le principal est sans doute la grande influence de l'alcool sur la perpétration des actes de violence, ce qui n'étonne pas quand on sait l'importance des manifestations d'ivresse collective dans les campagnes de Basse-Bretagne au XIX^e siècle. Après Sylvie Lapalus, l'auteur signale aussi que, paradoxe apparent, la rareté des parricides s'y conjugue avec la fréquence marquée des coups et blessures à ascendants, cela jusqu'aux premières années de la Troisième République. Enfin, ce qui était moins attendu, elle révèle que les séparations de fait entre époux ne sont pas rares : il faut y voir autant de compromis, en cette terre de chrétienté, entre le souci de ne pas donner un contenu juridique à la séparation et la nécessité de protéger les victimes de violences conjugales.

La deuxième partie comporte elle aussi trois chapitres. Sans doute est-ce le chapitre 4, intitulé « Deux cultures en lice pour le contrôle de la violence », qui contient le plus d'enseignements propres à retenir l'attention de qui veut saisir le rapport singulier des ruraux finistériens à la violence et à la justice. L'auteur y soutient que ceux-ci seraient particulièrement enclins à l'arrangement, c'est-à-dire à résoudre les conflits sans recourir à l'institution judiciaire. Elle se fonde, pour étayer cette thèse, sur la faible litigiosité du département, un phénomène qu'avait déjà mis en évidence, chiffres à l'appui, Bernard Schnapper dans un article fondateur (« Pour une géographie des mentalités judiciaires : la litigiosité en France au XIX^e siècle », *Annales ESC*, 34/2, 1979, p. 399-419, particulièrement les cartes de la p. 409). À cette particularité, qui n'est cependant pas propre au Finistère, contribue selon l'auteur tout un complexe de facteurs, au nombre desquels la méfiance vis-à-vis de l'État, l'obstacle de la langue bretonne, peut-être aussi la pauvreté ou bien encore le poids social du clergé paroissial, dont on peut penser qu'il était porté à favoriser les transactions. Le phénomène est spécialement marqué en Cornouaille, qu'Annick Le Douget qualifie pour cette raison de « temple de l'arrangement » (p. 166). Il traduit la vitalité maintenue des communautés rurales finistériennes, qui peuvent encore, au début de la période, se doter de sortes de tribunaux communautaires, comme à Ergué-Gabéric en 1829. Annick Le Douget analyse finement la réaction multiforme et ambivalente de la

communauté rurale affrontée aux faits de violence surgis de son sein : cette dernière observe, surveille, mais se tait tant que le fait reste tolérable ; en revanche, dès que le seuil de l'intolérable est franchi elle intervient, soit elle-même, soit, en désespoir de cause, en alertant l'institution judiciaire par divers moyens – rumeurs, chansons etc. – qui fondent un subtil « art de dénoncer ». Évidemment, ce seuil est variable dans le temps et l'espace ; il démarque également la culture des ruraux de celle des magistrats qui est aussi celle des élites citadines : fossé qui s'observe en particulier dans le rapport au handicap mental, évoqué dans le chapitre 4, ou à la vengeance, objet du chapitre 6. Mais la situation évolue : dans le Finistère comme partout ailleurs, les communautés s'étiolent peu à peu, tandis que l'emprise de l'État se renforce : ainsi les victimes de viol se tournent massivement vers la justice à partir des années 1860.

La troisième partie, baptisée « La justice contre les communautés », comporte encore trois chapitres, aux contours bien distincts. Le chapitre 7 est consacré à l'examen des « résistances communautaires ». Il contient deux idées fortes : d'abord, les campagnes finistériennes feraient montre d'une propension vive et durable à la rébellion contre la puissance publique *lato sensu*, phénomène dans lequel l'auteur voit une réaction contre l'intrusion grandissante de l'État ; ensuite, et non sans quelque paradoxe, les ruraux du Finistère seraient particulièrement soumis aux décisions judiciaires, idée qui n'est pas sans rappeler celle de « société d'obéissance » récemment proposée par Laurent Le Gall (*L'électeur en campagnes dans le Finistère. Une Seconde République de Bas-Bretons*, Paris, Les Indes savantes, 2009, p. 738-747). Le chapitre 8 est fondé sur l'analyse des rapports sur le fonctionnement de la justice finistérienne rédigés par les présidents de la cour d'assises du Finistère entre 1821 et 1865 et adressés par eux au ministère de la Justice. On y retrouve sans surprise la litanie des tares attribuées par les élites du temps aux paysans bas-bretons, en particulier la brutalité et l'ivrognerie. On y découvre aussi les multiples problèmes posés à l'institution judiciaire par le monolinguisme breton : l'analyse, fine, confirme que la barrière de la langue a constitué une entrave durable à l'action de la justice dans le Finistère. Annick Le Douget clôt son ouvrage par un chapitre consacré à la notion désormais très usitée d'« acculturation judiciaire ». Elle met au jour les vecteurs de cette acculturation, en particulier la médiation des élites administratives locales – spécialement des juges de paix – placées en position d'interface entre la communauté rurale et l'appareil d'État, et la familiarisation avec la scène judiciaire provoquée par la circulation accrue de l'imprimé. À la fin de ce chapitre, puis dans la conclusion générale, l'auteur entreprend enfin de définir les spécificités du Finistère eu égard à ce processus d'acculturation judiciaire, répondant en quelque sorte à la question qu'elle avait posée d'entrée de jeu. À son sens, la violence rurale possède en définitive deux ordres de particularités dans ce département : des particularités qu'on pourrait qualifier de morphologiques, au premier rang desquelles le lien étroit que cette violence entretient avec la consommation d'alcool ; et une particularité chronologique, à savoir que son « déperissement » serait plus tardif qu'ailleurs en France : il daterait plutôt de la fin du XIX^e siècle et serait donc décalé d'un demi-siècle environ par rapport à la grande mutation située par l'historiographie au milieu du siècle.

Ce bref résumé convaincra certainement de l'intérêt de l'ouvrage, d'ailleurs servi par une langue fluide. Il faut ajouter qu'il constitue une plongée souvent passionnante dans le quotidien des paysans bas-bretons du XIX^e siècle. Annick Le Douget s'attarde avec bonheur sur quelques « affaires » emblématiques et elle parvient ce faisant à reconstituer de véritables *ambiances*, souvent sordides du reste : qu'on songe à l'affaire dite Cadiou, cette terrible affaire de séquestration révélée à Berrien en 1876 (p. 141-147). Un regret et une interrogation cependant. Le regret, c'est que l'auteur n'ait pas pris soin de vraiment définir l'objet de sa recherche, la notion de violence, dont on sait l'extrême labilité. Cette précaution eût permis de justifier que certaines formes de violence, comme la violence politique, n'ont pas été prises en compte dans l'enquête. L'interrogation a trait à l'une des principales conclusions de l'ouvrage, à savoir que la violence ne refluerait significativement qu'avec un demi-siècle de retard par rapport au reste du pays, idée forte s'il en est, dont on imagine immédiatement toute l'incidence qu'elle peut avoir sur l'interprétation du processus d'entrée du Finistère dans la modernité sociopolitique – pour utiliser une expression commode. Or, si l'on est tout disposé à suivre Annick Le Douget dans cette voie, on aurait aimé, pour être pleinement convaincu, qu'elle appuie son propos sur plus d'éléments statistiques – même si l'on sait bien que dans le domaine qui nous occupe les chiffres parlent tout à la fois des faits proprement dits et de leur perception ou de leur catégorisation administrative, et qu'ils sont donc à manier avec la plus grande circonspection. Cela, d'autant qu'elle souligne à plusieurs

reprises que les années 1840-1860 représentent également une étape décisive dans le long processus d'appropriation de la violence au sein des campagnes finistériennes, et que, d'autre part, son matériel documentaire est manifestement moins abondant en ce qui concerne la fin de la séquence étudiée qu'en ce qui concerne les années 1820-1870. N'est-ce pas forcer un peu le trait que d'affirmer que le « processus d'acculturation judiciaire [...] ne fait que commencer à la période où se clôt notre étude » (p. 304), c'est-à-dire au début du ^{xx}e siècle ?

À cette question comme à toutes celles suscitées par ce livre qu'on peut qualifier de pionnier au regard de l'historiographie de la Bretagne contemporaine, il n'est pas douteux qu'Annick Le Douget soit la personne la plus à même de répondre, et l'on ne saurait par conséquent que souhaiter qu'elle continue son travail, et, très concrètement, puisqu'elle-même le suggère (p. 312), qu'elle prolonge la présente enquête au-delà de la Première Guerre mondiale.

Jean LE BIHAN